

Juin 2010

La fiscalité des régions en 2010, année de transition : maintien des taux de taxes foncières montant de la compensation relais souvent supérieur au produit de la taxe professionnelle de 2009.

La réforme de la fiscalité locale, mise en place à partir de 2010, s'opère en deux temps. Elle est appliquée dès 2010 pour les entreprises et ne sera effective pour les collectivités locales qu'en 2011.

Un régime transitoire a donc été établi pour l'année 2010.

Dès 2010, la taxe professionnelle est supprimée. Parallèlement, les entreprises sont soumises à deux nouveaux impôts : toutes sont redevables de la contribution économique territoriale (CET) et les entreprises de réseaux versent en plus une imposition forfaitaire (IFER¹). Les collectivités locales n'ont pas de pouvoir de taux sur ces nouveaux impôts. En 2010, l'État perçoit le produit de ces impôts et verse aux collectivités une compensation relais se substituant à la taxe professionnelle.

En 2010, chaque région vote pour la dernière fois les taux des taxes foncières. La compensation relais correspond au plus élevé des deux montants suivants, soit le produit de taxe professionnelle perçu en 2009, soit le produit des bases de TP 2010 par le taux de TP 2009 dans la limite du taux de TP 2008 majoré de 1%. La participation au coût du dégrèvement lié au plafonnement en fonction de la valeur ajoutée (appelée ticket modérateur, voir encadré) calculée en 2009 est reconduite en 2010.

Le produit voté des taxes foncières par rapport au produit définitif de 2009 a augmenté de 3,2%. Il atteint 1 932 M€. La compensation relais de la taxe professionnelle s'élève à 3 376 M€ soit une valeur supérieure de 3,7 % au produit voté de la taxe professionnelle en 2009. Le montant des ressources au titre des trois taxes, avant soustraction du ticket modérateur, s'élève ainsi à presque 5 308 M€ soit une hausse de 3,6% par rapport à 2009. Après soustraction du ticket modérateur, ce montant atteint 4 975 M€, soit une augmentation de 3,8%.

La hausse du produit voté des taxes foncières par rapport au produit définitif résulte essentiellement de celle des bases (3,1%) et marginalement de celle des taux (0,08%). En effet, seule l'Alsace a augmenté ses deux taux et l'a fait de façon proportionnelle.

La compensation relais est équivalente au produit de la taxe professionnelle de 2009 dans 5 régions : l'Alsace, l'Auvergne, le Limousin, la Guadeloupe et la Réunion, et supérieure à celui-ci dans les autres. Pour 4, la Bourgogne, le Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées et la Guyane, cette compensation correspond au produit de la base « théorique » de taxe professionnelle 2010 par le taux de TP2008 augmenté de 1%. Pour les 16 autres régions, cette compensation est égale au produit de la base « théorique » de taxe professionnelle 2010 par le taux de TP 2009.

Le poids du ticket modérateur, qui équivaut globalement à 10%, dans la compensation relais est très variable d'une région à l'autre. Pour 4 régions ce poids dépasse 15%, pour 6 il se situe entre 10% et 15%, pour 9 autres il est compris entre 5% et 10% et pour les 6 autres, il est inférieur à 5%. Il est nul en Martinique.

¹ IFER : Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux

Encadré : Contribution des collectivités au coût du dégrèvement lié au plafonnement en fonction de la valeur ajoutée, ou ticket modérateur

Les redevables de la taxe professionnelle peuvent bénéficier d'un plafonnement de leur cotisation de taxe professionnelle par rapport à la valeur ajoutée qu'ils produisent.

Ce dégrèvement est destiné à proportionner la taxe à la capacité contributive des entreprises : il est calculé, à partir de 2007, en rapportant la cotisation de taxe professionnelle à plafonner à un taux unique effectif de 3,5 % de la valeur ajoutée, quel que soit par ailleurs le niveau du chiffre d'affaires réalisé.

Afin de responsabiliser les collectivités territoriales la réforme les met à contribution, à partir de 2007, pour assurer une partie du coût de ce dégrèvement lié à l'évolution des taux votés (ou ticket modérateur)

Ce dispositif a été mis en place sur les exercices 2007, 2008, 2009. Le montant du ticket modérateur calculé en 2009 a été reconduit en 2010.

L'État prend à sa charge les effets financiers du « rafraîchissement » du taux de référence.

Le montant mis à la charge de l'État au titre du plafonnement en fonction de la valeur ajoutée comprend, sur les années 2007 à 2009 les effets des augmentations de taux de taxe professionnelle entre 1995 et l'année de référence.

Le dégrèvement lié au plafonnement en fonction de la valeur ajoutée pris en charge par l'État est calculé de la façon suivante :

*(base de l'entreprise plafonnée * taux de référence) - (3,5 % de la valeur ajoutée de l'entreprise plafonnée)*

Les collectivités territoriales contribuent à une partie du coût du dégrèvement

Parallèlement, dans la mesure où les entreprises bénéficieraient d'un dégrèvement calculé en fonction des taux réellement votés chaque année par les collectivités territoriales, le coût supplémentaire du dégrèvement résultant le cas échéant, d'une augmentation des taux par les collectivités locales, est pris en charge par les collectivités territoriales elles-mêmes.

Le montant mis à la charge de chaque collectivité territoriale et EPCI à fiscalité propre, résulte des augmentations de taux postérieures à l'année de référence.

Il est calculé de la façon suivante :

*Base de l'entreprise plafonnée * [(taux de l'année d'imposition – taux de référence) si > 0]*

Pour les régions, le taux de référence est le plus faible des trois taux suivants : taux 2004, majoré de 5,1 % ou taux 2005 ou taux de l'année d'imposition

Liste des tableaux et graphiques de l'annexe	pages
<i>Préliminaire méthodologique</i>	4
• Évolution des produits prévisionnels votés des taxes foncières 2010 par rapport aux produits définitifs de 2009, effet base, effet taux	5
• Bases prévisionnelles des taxes foncières en 2010	6
• Évolution des bases prévisionnelles des taxes foncières de 2010 par rapport aux bases définitives de 2009	7
• Taux des taxes foncières votés en 2010 et taux moyens globaux	8
• Évolution des taux votés et des taux moyens globaux des taxes foncières de 2010 par rapport à ceux de 2009	9
• Produits prévisionnels des taxes foncières votés en 2010	10
• Évolution des produits prévisionnels de 2010 de chaque taxe foncière par rapport aux produits définitifs de 2009	11
• Calcul de la compensation relais de taxe professionnelle de 2010	12
• Montant de la participation 2009 au financement du dégrèvement lié au plafonnement de la taxe professionnelle en fonction de la valeur ajoutée, reconduite en 2010	13
• Montant global des ressources (au titre des 3 taxes) en 2009 et 2010 et évolution	14
• Taux de foncier bâti votés sur la période 2004-2010	15
• Taux de foncier non bâti votés sur la période 2004-2010	16
• Taux de taxe professionnelle votés sur la période 2004-2009	17

Annexe

Préliminaire méthodologique : l'évolution du produit de fiscalité : effet base – effet taux

L'évolution du produit dépend de deux facteurs : l'évolution des bases et l'évolution des taux.

- Pour une région et une taxe données, l'évolution du produit résulte directement de celle de la base et de celle du taux. Par exemple, la hausse globale de 7,25 % du produit du foncier bâti de l'Alsace peut se décomposer en une évolution du produit liée à celle de la base du foncier bâti de 3 % et une évolution du produit liée à celle du taux de 4,1%.
Evol globale PRODUIT = évol produit liée taux * évol produit liée base

- Dès qu'on s'intéresse à plusieurs taxes ou à un ensemble de régions le problème est plus compliqué. On définit alors un effet base comme l'évolution du produit résultant de celle des bases et un effet taux comme l'évolution du produit résultant de celle des taux.
Plus précisément,
 - l'effet base correspond à l'évolution du produit qui résulterait de la variation des bases dans l'hypothèse de taux constants
 - l'effet taux correspond à l'évolution du produit qui résulterait de la variation des taux dans l'hypothèse de bases constantes.

Dans ce cas, il ne faut pas confondre l'effet base avec l'évolution des bases. Cette dernière mesure simplement la variation de la matière imposable et est insensible aux taux appliqués sur ces bases alors que l'effet base en tient compte. Par exemple, les bases peuvent augmenter avec une hausse des bases sur les territoires peu taxés et une baisse des bases sur des territoires très taxés. Au final, il n'est pas dit que cette hausse globale des bases entraîne une hausse du produit.

De même, il ne faut pas confondre l'effet taux avec l'évolution du taux moyen. Cette évolution retrace simplement la variation de la proportion de la matière imposable taxée. A taux identiques, il suffit par exemple que les bases des régions qui appliquent des taux faibles augmentent plus vite que les bases des régions qui appliquent des taux élevés pour que le taux moyen de prélèvement baisse.

(Pour plus de détails voir la note méthodologique de l'annexe 8.4 du guide de la fiscalité 2008 disponible sur internet)

**Évolution des produits prévisionnels votés des 2 taxes foncières en 2010
par rapport aux produits définitifs de 2009**

	<i>en pourcentage</i>		
Région	Evolution globale des 2 taxes	Effet base	Effet taux
Alsace	+7,2	+3,0	+4,1
Aquitaine	+3,6	+3,6	0,0
Auvergne	+3,0	+3,0	0,0
Bourgogne	+3,0	+3,0	0,0
Bretagne	+3,6	+3,6	0,0
Centre	+3,1	+3,1	0,0
Champagne Ardenne	+2,9	+2,9	0,0
Corse	+3,8	+3,8	0,0
Franche Comté	+2,7	+2,7	0,0
Ile de France	+2,3	+2,3	0,0
Languedoc Roussillon	+3,4	+3,4	0,0
Limousin	+3,0	+3,0	0,0
Lorraine	+2,7	+2,7	0,0
Midi Pyrénées	+3,8	+3,8	0,0
Nord Pas de Calais	+2,5	+2,5	0,0
Basse Normandie	+2,9	+2,9	0,0
Haute Normandie	+2,6	+2,6	0,0
Pays de la Loire	+3,7	+3,7	0,0
Picardie	+3,1	+3,1	0,0
Poitou Charente	+3,6	+3,6	0,0
Provence Alpes Côte d'Azur	+2,6	+2,6	0,0
Rhône Alpes	+3,3	+3,3	0,0
Guadeloupe	+4,9	+4,9	0,0
Martinique	+4,4	+4,4	0,0
Guyane	+5,7	+5,7	0,0
Réunion	+5,4	+5,4	0,0
France métropolitaine	+3,1	+3,0	+0,1
Régions d'outre-mer	+5,0	+5,0	0,0
France	+3,1	+3,1	+0,1
<i>Métropole hors Ile de France</i>	+3,2	+3,1	+0,1

Sources : DGiP, DGCL, Etats de notification 1253

Bases prévisionnelles des taxes foncières en 2010

en milliers d'euros

Région	Taxe sur le foncier bâti	Taxe sur le foncier non bâti
Alsace	1 948 250	3 701
Aquitaine	3 203 344	12 396
Auvergne	1 288 575	3 137
Bourgogne	1 551 036	4 464
Bretagne	2 817 865	12 346
Centre	2 285 882	9 452
Champagne Ardenne	1 154 174	4 454
Corse	307 620	1 630
Franche Comté	1 068 941	2 457
Ile de France	21 217 296	44 044
Languedoc Roussillon	2 687 316	10 370
Limousin	688 402	1 544
Lorraine	2 132 308	5 498
Midi Pyrénées	2 777 413	4 795
Nord Pas de Calais	2 931 780	11 072
Basse Normandie	1 236 215	9 420
Haute Normandie	1 652 123	5 291
Pays de la Loire	3 100 493	15 385
Picardie	1 538 603	5 177
Poitou Charenteq	1 518 390	4 949
Provence Alpes Côte d'Azur	6 120 903	26 119
Rhône Alpes	7 387 409	18 606
Guadeloupe	281 640	956
Martinique	293 526	1 375
Guyane	91 336	1 600
Réunion	540 925	3 660
France métropolitaine	68 578 827	214 701
Régions d'outre-mer	1 142 754	7 371
France	69 721 580	222 072
<i>Métropole hors Ile de France</i>	47 827 936	172 221

Sources : DGFIP, DGCL, Etats de notification 1253

**Évolution des bases prévisionnelles des taxes foncières de 2010
par rapport aux bases définitives de 2009**

Région	<i>en pourcentage</i>	
	Taxe sur le foncier bâti	Taxe sur le foncier non bâti
Alsace	+3,0	+0,7
Aquitaine	+3,7	+1,1
Auvergne	+3,0	-0,6
Bourgogne	+3,0	-1,0
Bretagne	+3,7	-2,1
Centre	+3,1	-0,4
Champagne Ardenne	+2,9	+2,6
Corse	+3,8	+6,0
Franche Comté	+2,8	-2,3
Ile de France	+2,3	+3,1
Languedoc Roussillon	+3,4	-4,4
Limousin	+3,0	+1,5
Lorraine	+2,7	+0,3
Midi Pyrénées	+3,8	-1,6
Nord Pas de Calais	+2,5	+8,1
Basse Normandie	+2,9	+1,2
Haute Normandie	+2,6	-0,9
Pays de la Loire	+3,7	-1,1
Picardie	+3,1	+1,2
Poitou Charenteq	+3,7	-2,0
Provence Alpes Côte d'Azur	+2,7	-1,6
Rhône Alpes	+3,3	-2,4
Guadeloupe	+4,9	+3,0
Martinique	+4,4	+0,8
Guyane	+5,7	+1,4
Réunion	+5,5	+0,2
France métropolitaine	+2,9	+0,2
Régions d'outre-mer	+5,1	+0,9
France	+2,9	+0,3
<i>Métropole hors Ile de France</i>	+3,2	-0,4

Sources : DGFIP, DGCL, Etats de notification 1253

Taux des taxes foncières votés en 2010
et taux moyens globaux

en pourcentage

Région	Taxe sur le foncier bâti	Taxe sur le foncier non bâti
Alsace	2,01	9,60
Aquitaine	3,17	9,31
Auvergne	4,77	10,92
Bourgogne	3,65	9,17
Bretagne	2,97	4,13
Centre	3,47	8,62
Champagne Ardenne	3,63	4,72
Corse	1,02	6,24
Franche Comté	3,92	10,24
Ile de France	1,27	2,20
Languedoc Roussillon	4,86	5,37
Limousin	4,10	15,98
Lorraine	2,73	8,23
Midi Pyrénées	4,72	11,23
Nord Pas de Calais	3,83	13,00
Basse Normandie	5,29	7,16
Haute Normandie	4,42	9,20
Pays de la Loire	2,66	5,07
Picardie	4,26	7,11
Poitou Charente	3,32	8,63
Provence Alpes Côte d'Azur	2,36	8,85
Rhône Alpes	2,12	5,28
Guadeloupe	3,90	0,00
Martinique	3,88	3,71
Guyane	4,27	3,25
Réunion	2,66	0,90
<hr/>		
France métropolitaine	2,66	6,65
Outremer	3,37	1,79
France	2,67	6,48
<hr/>		
<i>Métropole hors Ile de France</i>	3,25	7,79

Sources : DGFIP, DGCL, Etats de notification 1253

Évolution des taux votés et des taux moyens globaux des taxes foncières de 2010 par rapport à ceux de 2009

en pourcentage

Région	Taxe sur le foncier bâti	Taxe sur le foncier non bâti
Alsace	+4,1	+4,1
Aquitaine	0,0	0,0
Auvergne	0,0	0,0
Bourgogne	0,0	0,0
Bretagne	0,0	0,0
Centre	0,0	0,0
Champagne Ardenne	0,0	0,0
Corse	0,0	0,0
Franche Comté	0,0	0,0
Ile de France	0,0	0,0
Languedoc Roussillon	0,0	0,0
Limousin	0,0	0,0
Lorraine	0,0	0,0
Midi Pyrénées	0,0	0,0
Nord Pas de Calais	0,0	0,0
Basse Normandie	0,0	0,0
Haute Normandie	0,0	0,0
Pays de la Loire	0,0	0,0
Picardie	0,0	0,0
Poitou Charente	0,0	0,0
Provence Alpes Côte d'Azur	0,0	0,0
Rhône Alpes	0,0	0,0
Guadeloupe	0,0	0,0
Martinique	0,0	0,0
Guyane	0,0	0,0
Réunion	0,0	0,0
<hr/>		
France métropolitaine	+0,2	+0,1
Régions d'outre-mer	-0,0	-2,9
France	+0,2	0,05
<hr/>		
<i>Métropole hors Ile de France</i>	<i>+0,1</i>	<i>+0,7</i>

Sources : DGFIP, DGCL, Etats de notification 1253

Produits prévisionnels des taxes foncières votés en 2010

en milliers d'euros

Région	Produit de la taxe sur le foncier bâti	Produit de la taxe sur le foncier non bâti	Produit des 2 taxes foncières
Alsace	39 160	355	39 515
Aquitaine	101 546	1 154	102 700
Auvergne	61 465	343	61 808
Bourgogne	56 613	409	57 022
Bretagne	83 691	510	84 200
Centre	79 320	815	80 135
Champagne Ardenne	41 897	210	42 107
Corse	3 138	102	3 239
Franche Comté	41 902	252	42 154
Ile de France	269 460	969	270 429
Languedoc Roussillon	130 604	557	131 160
Limousin	28 224	247	28 471
Lorraine	58 212	452	58 664
Midi Pyrénées	131 094	538	131 632
Nord Pas de Calais	112 287	1 439	113 727
Basse Normandie	65 396	674	66 070
Haute Normandie	73 024	487	73 511
Pays de la Loire	82 473	780	83 253
Picardie	65 544	368	65 913
Poitou Charente	50 411	427	50 838
Provence Alpes Côte d'Azur	144 453	2 312	146 765
Rhône Alpes	156 613	982	157 595
Guadeloupe	10 984	0	10 984
Martinique	11 389	51	11 440
Guyane	3 900	52	3 952
Réunion	14 389	33	14 422
France métropolitaine	1 876 526	14 383	1 890 909
Régions d'outre-mer	40 661	136	40 797
France	1 917 187	14 519	1 931 706
<i>Métropole hors Ile de France</i>	1 607 066	13 414	1 620 480

Sources : DGFIP, DGCL, Etats de notification 1253

**Évolution des produits prévisionnels de chaque taxe foncière en 2010
par rapport aux produits définitifs de 2009**

en pourcentage

Région	Taxe sur le foncier bâti			Taxe sur le foncier non bâti		
	Evolution du produit	Effet base	Effet taux	Evolution du produit	Effet base	Effet taux
Alsace	+7,3	+3,0	+4,1	+4,9	+0,7	+4,1
Aquitaine	+3,7	+3,7	0,0	+1,1	+1,1	0,0
Auvergne	+3,0	+3,0	0,0	-0,6	-0,6	0,0
Bourgogne	+3,0	+3,0	0,0	-1,0	-1,0	0,0
Bretagne	+3,7	+3,7	0,0	-2,1	-2,1	0,0
Centre	+3,1	+3,1	0,0	-0,4	-0,4	0,0
Champagne Ardenne	+2,9	+2,9	0,0	+2,6	+2,6	0,0
Corse	+3,8	+3,8	0,0	+6,0	+6,0	0,0
Franche Comté	+2,8	+2,8	0,0	-2,3	-2,3	0,0
Ile de France	+2,3	+2,3	0,0	+3,1	+3,1	0,0
Languedoc Roussillon	+3,4	+3,4	0,0	-4,4	-4,4	0,0
Limousin	+3,0	+3,0	0,0	+1,5	+1,5	0,0
Lorraine	+2,7	+2,7	0,0	+0,3	+0,3	0,0
Midi Pyrénées	+3,8	+3,8	0,0	-1,6	-1,6	0,0
Nord Pas de Calais	+2,5	+2,5	0,0	+8,1	+8,1	0,0
Basse Normandie	+2,9	+2,9	0,0	+1,2	+1,2	0,0
Haute Normandie	+2,6	+2,6	0,0	-0,9	-0,9	0,0
Pays de la Loire	+3,7	+3,7	0,0	-1,1	-1,1	0,0
Picardie	+3,1	+3,1	0,0	+1,2	+1,2	0,0
Poitou Charentes	+3,7	+3,7	0,0	-2,0	-2,0	0,0
Provence Alpes Côte d'Azur	+2,7	+2,7	0,0	-1,6	-1,6	0,0
Rhône Alpes	+3,3	+3,3	0,0	-2,4	-2,4	0,0
Guadeloupe*	+4,9	+4,9	0,0			
Martinique	+4,4	+4,4	0,0	+0,8	+0,8	0,0
Guyane	+5,7	+5,7	0,0	+1,4	+1,4	0,0
Réunion	+5,5	+5,5	0,0	+0,2	+0,2	0,0
France métropolitaine	+3,1	+3,0	+0,1	+0,3	+0,2	+0,1
Régions d'outre-mer	+5,0	+5,0	0,0	+0,9	+0,9	0,0
France	+3,2	+3,1	+0,1	+0,4	+0,3	+0,1
<i>Métropole hors Ile de France</i>	+3,3	+3,2	+0,1	+0,2	+0,1	+0,1

* Guadeloupe : depuis 2007, le taux de la taxe sur le foncier non bâti est nul.

Sources : DGiP, DGCL, Etats de notification 1253

Calcul de la compensation relais de la taxe professionnelle de 2010

Région	Produit définitif de la TP en 2009 <i>en euros</i>	Bases "théoriques" de la TP en 2010 <i>en euros</i>	Taux de TP utilisé * <i>en %</i>	Produit "théorique" de la TP en 2010 <i>en euros</i>	Compensation relais de la TP <i>en euros</i>
Alsace	108 634 950	4 391 336 000	2,37	104 074 663	108 634 950
Aquitaine	167 671 205	4 943 666 000	3,54	175 005 776	175 005 776
Auvergne	84 157 396	2 293 505 000	3,62	83 024 881	84 157 396
Bourgogne	84 028 421	2 774 877 000	3,12	86 576 162	86 576 162
Bretagne	139 713 225	4 696 754 000	3,13	147 008 400	147 008 400
Centre	130 520 769	4 828 437 000	2,83	136 644 767	136 644 767
Champagne Ardenne	71 273 902	2 818 446 000	2,62	73 843 284	73 843 284
Corse					
Franche Comté	71 985 369	2 396 270 000	3,11	74 523 997	74 523 997
Ile de France	427 230 239	25 691 742 000	1,72	441 897 962	441 897 962
Languedoc Roussillon	125 167 056	3 066 764 000	4,26	130 644 146	130 644 146
Limousin	43 644 322	1 030 150 000	4,14	42 648 210	43 644 322
Lorraine	122 988 402	4 896 228 000	2,59	126 812 305	126 812 305
Midi Pyrénées	173 215 546	4 396 902 892	4,05	178 074 567	178 074 567
Nord Pas de Calais	299 086 355	8 162 015 000	3,81	310 972 771	310 972 771
Basse Normandie	88 319 592	2 855 634 000	3,18	90 809 161	90 809 161
Haute Normandie	128 014 940	5 173 380 000	2,61	135 025 218	135 025 218
Pays de la Loire	160 975 738	6 063 462 000	2,8	169 776 936	169 776 936
Picardie	105 363 687	3 453 936 000	3,1	107 072 016	107 072 016
Poitou Charenteq	63 674 465	2 644 016 104	2,51	66 364 804	66 364 804
Provence Alpes Côte d'Azur	294 011 000	8 045 740 000	3,84	308 956 416	308 956 416
Rhône Alpes	324 259 845	13 568 532 000	2,49	337 856 447	337 856 447
Guadeloupe	10 332 825	394 243 347	2,5	9 856 083	10 332 825
Martinique	8 646 036	468 367 000	1,94	9 086 320	9 086 320
Guyane	5 024 447	228 415 000	2,31	5 276 387	5 276 387
Réunion	17 132 398	711 698 000	2,3	16 369 054	17 132 398
France métropolitaine	3 213 936 424				3 334 301 803
Outremer	41 135 706				41 827 930
France	3 255 072 130				3 376 129 733
<i>Métropole hors Ile de France</i>	2 786 706 185				2 892 403 841

* taux de TP utilisé : tx 2009 dans la limite du taux de TP 2008 + 1%

Sources : DGFIP, DGCL, Etats de notification 1253

Montant du "ticket modérateur" * de 2009 reconduit en 2010 et son poids dans la compensation relais de la TP

Région	Compensation relais de la TP <i>en euros</i>	"Ticket modérateur" * <i>en euros</i>	Poids "ticket modérateur" dans compensation relais <i>en %</i>
Alsace	108 634 950	8 640 537	8,0
Aquitaine	175 005 776	7 717 594	4,4
Auvergne	84 157 396	16 482 702	19,6
Bourgogne	86 576 162	14 936 094	17,3
Bretagne	147 008 400	10 890 315	7,4
Centre	136 644 767	8 031 509	5,9
Champagne Ardenne	73 843 284	7 898 354	10,7
Corse	s.o.	s.o.	s.o.
Franche Comté	74 523 997	6 451 809	8,7
Ile de France	441 897 962	54 959 423	12,4
Languedoc Roussillon	130 644 146	23 248 504	17,8
Limousin	43 644 322	4 392 494	10,1
Lorraine	126 812 305	14 298 018	11,3
Midi Pyrénées	178 074 567	17 141 757	9,6
Nord Pas de Calais	310 972 771	22 084 159	7,1
Basse Normandie	90 809 161	5 810 735	6,4
Haute Normandie	135 025 218	5 246 099	3,9
Pays de la Loire	169 776 936	10 161 197	6,0
Picardie	107 072 016	11 999 181	11,2
Poitou Charentes	66 364 804	2 442 539	3,7
Provence Alpes Côte d'Azur	308 956 416	50 742 856	16,4
Rhône Alpes	337 856 447	27 313 802	8,1
Guadeloupe	10 332 825	1 454 926	14,1
Martinique	9 086 320	0	0,0
Guyane	5 276 387	141 635	2,7
Réunion	17 132 398	274 878	1,6
France métropolitaine	3 334 301 803	330 889 678	9,9
Outremer	41 827 930	1 871 439	4,5
France	3 376 129 733	332 761 117	9,9
<i>Métropole hors Ile de France</i>	<i>2 892 403 841</i>	<i>275 930 255</i>	<i>9,5</i>

s.o.: sans objet

* ticket modérateur : participation au coût du dégrèvement de la taxe professionnelle lié à son plafonnement en fonction de la valeur ajoutée

Sources : DGFiP, DGCL, Etats de notification 1253

Montant global des ressources* (au titre des 3 taxes) en 2009 et 2010 et son évolution entre 2009 et 2010

Région	Produit global voté des 3 taxes (FB, FNB et TP)en 2009 <i>en euros</i>	Produit global voté des 2 taxes foncières en 2010 + compensation relais <i>en euros</i>	Evolution 2010/2009 <i>en %</i>
Alsace	145 428 980	148 150 033	1,9
Aquitaine	266 719 771	277 705 837	4,1
Auvergne	144 084 305	145 964 984	1,3
Bourgogne	139 354 588	143 598 325	3,0
Bretagne	220 734 372	231 208 880	4,7
Centre	208 178 910	216 779 661	4,1
Champagne Ardenne	112 127 899	115 950 036	3,4
Corse	3 102 792	3 239 436	4,4
Franche Comté	112 978 322	116 678 081	3,3
Ile de France	691 698 769	712 326 589	3,0
Languedoc Roussillon	251 930 723	261 804 573	3,9
Limousin	71 225 270	72 115 535	1,2
Lorraine	179 972 102	185 476 799	3,1
Midi Pyrénées	299 897 305	309 706 939	3,3
Nord Pas de Calais	409 886 249	424 699 371	3,6
Basse Normandie	152 428 852	156 879 407	2,9
Haute Normandie	199 646 050	208 535 827	4,5
Pays de la Loire	241 174 065	253 030 069	4,9
Picardie	169 248 185	172 984 589	2,2
Poitou Charentes	112 696 366	117 202 451	4,0
Provence Alpes Côte d'Azur	436 734 296	455 721 258	4,3
Rhône Alpes	476 327 404	495 451 909	4,0
Guadeloupe	20 799 475	21 316 804	2,5
Martinique	19 549 519	20 526 164	5,0
Guyane	8 680 892	9 228 434	6,3
Réunion	30 738 343	31 553 943	2,7
France métropolitaine	5 045 575 573	5 225 210 587	3,6
Outremer	79 768 230	82 625 345	3,6
France	5 125 343 802	5 307 835 932	3,6
<i>Métropole hors Ile de France</i>	<i>4 353 876 804</i>	<i>4 512 883 998</i>	<i>3,7</i>

* avant soustraction de la participation des départements au financement du coût du dégrèvement lié au plafonnement de la taxe professionnelle en fonction de la valeur ajoutée

Sources : DGFIP, DGCL, Etats de notification 1253

Taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties votés par les régions sur la période 2004-2010

	<i>en %</i>						
Région	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Alsace	1,55	1,59	1,63	1,68	1,81	1,93	2,01
Aquitaine	2,70	3,11	3,17	3,17	3,17	3,17	3,17
Auvergne	2,79	3,63	3,63	4,54	4,54	4,77	4,77
Bourgogne	2,28	3,42	3,48	3,54	3,60	3,65	3,65
Bretagne	2,47	2,76	2,97	2,97	2,97	2,97	2,97
Centre	3,00	3,47	3,47	3,47	3,47	3,47	3,47
Champagne-Ardenne	2,92	3,10	3,26	3,42	3,63	3,63	3,63
Corse	1,02	1,02	1,02	1,02	1,02	1,02	1,02
Franche-Comté	3,07	3,84	3,92	3,92	3,92	3,92	3,92
Ile-de-France	0,867	1,07	1,27	1,27	1,27	1,27	1,27
Languedoc-Roussillon	2,55	4,59	4,62	4,70	4,77	4,86	4,86
Limousin	3,47	3,53	3,58	3,76	3,94	4,10	4,1
Lorraine	1,94	2,11	2,27	2,68	2,73	2,73	2,73
Midi-Pyrénées	3,66	4,28	4,48	4,48	4,59	4,72	4,72
Nord-Pas-de-Calais	3,16	3,62	3,70	3,70	3,83	3,83	3,83
Basse-Normandie	4,29	4,80	4,99	5,16	5,29	5,29	5,29
Haute-Normandie	4,02	4,42	4,42	4,42	4,42	4,42	4,42
Pays de la Loire	2,23	2,63	2,63	2,63	2,66	2,66	2,66
Picardie	3,33	4,13	4,19	4,19	4,26	4,26	4,26
Poitou-Charentes	2,97	3,32	3,32	3,32	3,32	3,32	3,32
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1,48	1,93	2,36	2,36	2,36	2,36	2,36
Rhône-Alpes	1,68	1,78	1,92	2,07	2,12	2,12	2,12
Guadeloupe	2,19	3,90	3,90	3,90	3,90	3,90	3,9
Martinique	3,88	3,88	3,88	3,88	3,88	3,88	3,88
Guyane	4,02	4,02	4,02	4,10	4,19	4,27	4,27
Réunion	2,53	2,53	2,53	2,66	2,66	2,66	2,66

Sources : DGFIP, DGCL, Etats de notification 1253

Taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties votés par les régions sur la période 2004-2010

	<i>en %</i>						
Région	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Alsace	7,45	7,64	7,83	8,07	8,65	9,22	9,60
Aquitaine	7,97	9,15	9,31	9,31	9,31	9,31	9,31
Auvergne	6,40	8,32	8,32	10,40	10,40	10,92	10,92
Bourgogne	5,72	8,58	8,73	8,89	9,03	9,17	9,17
Bretagne	3,44	3,84	4,13	4,13	4,13	4,13	4,13
Centre	7,45	8,62	8,62	8,62	8,62	8,62	8,62
Champagne-Ardenne	3,86	4,04	4,24	4,45	4,72	4,72	4,72
Corse	6,24	6,24	6,24	6,24	6,24	6,24	6,24
Franche-Comté	8,03	10,04	10,24	10,24	10,24	10,24	10,24
Ile-de-France	1,50	1,85	2,20	2,20	2,20	2,20	2,20
Languedoc-Roussillon	5,37	5,37	5,37	5,37	5,37	5,37	5,37
Limousin	13,54	13,78	13,97	14,67	15,37	15,98	15,98
Lorraine	5,83	6,35	6,84	8,07	8,23	8,23	8,23
Midi-Pyrénées	8,69	10,17	10,66	10,66	10,92	11,23	11,23
Nord-Pas-de-Calais	10,74	12,31	12,56	12,56	13,00	13,00	13,00
Basse-Normandie	5,79	6,48	6,74	6,98	7,16	7,16	7,16
Haute-Normandie	8,36	9,20	9,20	9,20	9,20	9,20	9,20
Pays de la Loire	4,26	5,02	5,02	5,02	5,07	5,07	5,07
Picardie	6,11	6,91	7,00	7,00	7,11	7,11	7,11
Poitou-Charentes	7,72	8,63	8,63	8,63	8,63	8,63	8,63
Provence-Alpes-Côte d'Azur	5,57	7,25	8,85	8,85	8,85	8,85	8,85
Rhône-Alpes	4,18	4,43	4,77	5,15	5,28	5,28	5,28
Guadeloupe	1,73	1,73	1,73	0,00	0,00	0,00	0,00
Martinique	3,71	3,71	3,71	3,71	3,71	3,71	3,71
Guyane	3,06	3,06	3,06	3,12	3,19	3,25	3,25
Réunion	0,90	0,90	0,90	0,90	0,90	0,90	0,90

Sources : DGFIP, DGCL, Etats de notification 1253

Taux de la taxe professionnelle votés par les régions sur la période 2004-2009

Région	<i>en %</i>					
	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Alsace	2,04	2,09	2,13	2,19	2,35	2,50
Aquitaine	3,03	3,48	3,54	3,54	3,54	3,54
Auvergne	2,20	2,86	2,86	3,58	3,58	3,76
Bourgogne	1,69	2,95	2,99	3,04	3,09	3,14
Bretagne	2,41	2,83	3,13	3,13	3,13	3,13
Centre	2,29	2,83	2,83	2,83	2,83	2,83
Champagne-Ardenne	1,90	2,07	2,23	2,40	2,62	2,62
Corse	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Franche-Comté	2,44	3,05	3,11	3,11	3,11	3,11
Ile-de-France	1,02	1,38	1,72	1,72	1,72	1,72
Languedoc-Roussillon	2,26	4,06	4,08	4,15	4,22	4,30
Limousin	3,43	3,49	3,56	3,82	4,10	4,35
Lorraine	1,84	2,00	2,15	2,54	2,59	2,59
Midi-Pyrénées	3,12	3,74	3,92	3,92	4,01	4,12
Nord-Pas-de-Calais	3,07	3,52	3,63	3,63	3,81	3,81
Basse-Normandie	2,36	2,78	2,95	3,10	3,18	3,18
Haute-Normandie	2,27	2,61	2,61	2,61	2,61	2,61
Pays de la Loire	2,26	2,76	2,76	2,76	2,80	2,80
Picardie	2,20	2,99	3,05	3,05	3,10	3,10
Poitou-Charentes	2,16	2,51	2,51	2,51	2,51	2,51
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2,27	2,96	3,84	3,84	3,84	3,84
Rhône-Alpes	1,97	2,09	2,25	2,43	2,49	2,49
Guadeloupe	1,19	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50
Martinique	1,94	1,94	1,94	1,94	1,94	1,94
Guyane	2,20	2,20	2,20	2,24	2,29	2,34
Réunion	2,19	2,19	2,19	2,30	2,30	2,30

s;o. : sans objet

Sources : DGFIP, DGCL, Etats de notification 1253